

GESTATION POUR AUTRUI (GPA)

Les dangers d'une dérive inacceptable

GPA... Trois lettres qui soulèvent les passions. A juste titre. D'autant qu'on ne parle jamais de l'enfant à naître.

Récemment, un colloque s'est tenu à Bruxelles, à l'initiative de l'association américaine "Men having Babies". Objectif: présenter les services de cliniques et agences américaines dans le domaine de la gestation pour autrui, la GPA. Le but était, selon les organisateurs, d'informer et d'encourager les couples homosexuels à s'inscrire dans leurs programmes.

Cette manifestation a surtout relancé le débat sur la GPA, d'autant qu'en Belgique il n'existe pas de législation, même si le Sénat et la Chambre poursuivent leurs réflexions pour cadrer la GPA d'un point de vue législatif. Et en tant que croyants, nous ne pouvons pas accepter – et nous devons même lutter contre – ce s'installe "un commerce des bébés".

Au-delà de l'aspect commercial inacceptable prôné ouvertement par les organisateurs du colloque, il importe de se pencher sur ce délicat dossier. Car ses conséquences sont importantes d'un point de vue éthique et ne seront pas sans répercussions sur l'avenir de la société.

Ne pas faire passer l'éthique au second plan

A l'origine, la GPA avait pour objectif de permettre à des femmes stériles de devenir maman, grâce au fait qu'une autre femme allait porter leur enfant, conçu soit par insémination artificielle, soit par transfert de l'embryon, conçu préalablement in vitro, dans l'utérus de la mère porteuse. Celle-ci accepte donc de porter l'enfant ainsi conçu en son sein et de le remettre à la naissance au couple commanditaire.

Néanmoins, les changements sociologiques intervenus depuis quelques années ouvrent des perspectives qui sont autant d'occasions de dérives,

telle que celle prônée par le colloque de Bruxelles. Pour en prendre conscience, il suffit de lire les arguments avancés par différentes associations qui militent pour l'homoparentalité et qui entendent promouvoir, aux yeux de l'opinion publique, la GPA comme une sorte de solution de justice à leur égard. Certains garantissent une "approche éthique de la GPA; ce qui sous-entend que toutes ne le sont pas. On parle aussi de "GPA altruiste", qui serait un élan de générosité à l'égard de certaines catégories de la population. Comme catholiques et chrétiens, il ne s'agit pas de porter un jugement sur les personnes. Comme il ne peut être question de stigmatiser les avancées médicales et technologiques.

Une dérive éthique

Mais il n'est pas question de faire passer l'éthique au second plan. Car dans ce dossier, nous n'entendons jamais parler de l'enfant, de son vécu et des conséquences que cela aurait pour lui. La pédiatre française Catherine Dolto, - fille de la célèbre Françoise Dolto - est spécialiste de la relation mère-fœtus: depuis plus de trente ans, elle tire la sonnette d'alarme. Elle estime qu'il faut recadrer la réflexion autour de l'intérêt de l'enfant issu de mère porteuse et des conséquences sur lui dès le développement prénatal. Dans une interview accordée à Famille Chrétienne, elle hausse le ton. "Avec la GPA, nous programmons le malheur d'un enfant", estime-t-elle. Elle parle même de "barbarie" à propos de l'aspect commercial de la GPA: "Organiser l'abandon d'un enfant pour des raisons commerciales est une pratique barbare qui va faire basculer l'humanité dans l'inconnu. La commercialisation de l'enfantement n'est pas un progrès technique,



mais bien une dérive éthique. Il est troublant de constater que l'abolition de l'esclavage est unanimement reconnue comme un progrès, alors que la location du corps d'une femme ne semble pas être perçue comme une régression".

Ce qui interpelle cette pédiatre, c'est le fait que l'enfant à naître ne soit pas lui-même au centre du débat. Pour Catherine Dolto, le risque de sombrer dans le chaos est bien réel.

"A mon sens, c'est déjà le cas lorsqu'une mère porte l'enfant de son propre fils, lui-même homosexuel, comme cela s'est produit récemment en Angleterre. En effet, nos sociétés humaines sont marquées par des interdits. Celui de l'inceste est partagé par toutes. Dans le cas anglais, ce tabou a totalement sauté. Il ne

faudra pas s'étonner si nos sociétés produisent de plus en plus de violence, puisque les grands interdits ont comme fonction de la canaliser". Elle rappelle par ailleurs que le droit à l'enfant est plus important que le droit de l'enfant au respect de son humanité. Et pose la question de savoir quels sont les risques pour lui, tout au long de sa propre vie et de celle de sa descendance, qu'entraîne "cette manière inédite d'arriver au monde". Bref, dans ce débat, il importe que l'Eglise fasse entendre sa voix. C'est la base même de notre société qui risque d'être ébranlée et même des personnes compétentes ne partageant pas notre foi, admettent qu'il y a un réel danger. A méditer...

✍ Jean-Jacques DURRÉ

ÉDITO

L'indispensable devoir de mémoire



A la veille du week-end, le monde a commémoré la fin de la Seconde Guerre mondiale. La fin de l'horreur et de la barbarie qui a coûté la vie à des millions d'êtres humains. "L'Histoire ne repasse pas les plats" a dit Louis-Ferdinand Céline. Hélas, les faits lui ont donné tort. On croyait l'innommable atteint avec la Shoah. On pensait que cela avait atteint un tel degré d'horreur que plus jamais l'être humain ne retomberait dans cette ignominie. Et pourtant... Après les camps d'extermination nazis sont venus les goulags soviétiques, les camps de rééducation en Chine, les massacres cambodgiens, le génocide rwandais, la guerre en ex-Yougoslavie, les conflits en Afrique et actuellement les barbaries des terroristes de l'Etat islamique.

L'être humain a ce défaut d'avoir la mémoire courte. Dans les années 70, nous avons ouvert nos pays aux réfugiés vietnamiens, fuyant leur pays et le régime communiste. Aujourd'hui, nos dirigeants regardent l'hécatombe humaine en Méditerranée. Nous nous émouvons pour les drames que nous fait (entre)voir la télévision, mais très vite nous passons à autre chose. Loin de moi l'idée d'incliner qui que ce soit ou de stigmatiser tel ou tel comportement. Mais, la commémoration de la fin de la guerre est l'occasion de redire combien le devoir de mémoire est indispensable. Ainsi, le "train des mille" qui est parti à Auschwitz-Birkenau, emmenant des jeunes et les derniers rescapés du camp de la mort, doit être à tout jamais perpétué. D'autant que les témoins de cette époque disparaîtront avec le temps. Inlassablement, même si c'est déplaçant, il faut donc raconter cette histoire sombre de l'Humanité. Et attirer l'attention des générations futures

que ce qui motivait les auteurs de ces crimes de masse, était de tuer des êtres humains sous le seul prétexte qu'ils étaient différents ou ne pensaient pas comme eux. Plus que jamais, à l'heure où des réfugiés tentent de nous demander asile pour sauver leur vie, il faut agir dans le respect des lois, mais surtout avec humanité et compassion. Et dire aux partis populistes que leurs "recettes" simplistes, nous les connaissons: on a vu ce qu'elles ont donné!

Sans cela, non seulement l'Histoire repassera les plats, mais pour les générations futures, les atrocités des camps et des exterminations deviendront des événements comme un autre, voire "un détail de l'Histoire". Bref, une banalité; banalisation qu'il nous faut empêcher d'être!

✍ Jean-Jacques DURRÉ

Vos réactions sur edito@mcfb.be

BURUNDI

"Un problème politique pas ethnique"

En rentrant chez elle après quinze jours chez ses collègues de Justice et Paix en Belgique francophone, Consolata Baranyizigiye, coordinatrice de la Commission Episcopale Justice et Paix au Burundi, n'osait prédire comment la situation allait évoluer. "Plusieurs scénarios sont possibles."

Malgré la mise en garde de l'opposition et de la société civile dont la Conférence des évêques catholiques du Burundi, ainsi que la communauté internationale tout entière, l'ancien leader des rebelles Pierre Nkurunziza a annoncé fin avril qu'il briguerait un troisième mandat comme président de la République. En quelques mois, l'éventualité de ce troisième mandat a profondément divisé la société burundaise. Malgré les interdictions et la fermeture de toutes les stations de radio sauf celle du gouvernement, les opposants continuent à manifester chaque jour.

Cette situation a entraîné la mort d'une vingtaine de personnes, quelques centaines de blessés et surtout la fuite de plus de 35.000 réfugiés, partis se mettre à l'abri dans les pays voisins. Ce qui ne manque pas d'inquiéter ces derniers et les Nations Unies qui craignent que le conflit interne ne dégénère et n'embrase toute la région, déjà fort fragilisée.

Promesses non tenues

La Belgique et les Pays-Bas ont décidé conjointement de ne pas verser 3 des 5 millions d'euros destinés à soutenir la police burundaise. Celle-ci semble, en effet, être infiltrée par ceux qu'on appelle les "Imbonerakure", c'est-à-dire les jeunes du parti majoritaire, le Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie (CNDD-FDD), que certains n'hésitent pas à qualifier de "milices dangereuses".

Après un séjour en Belgique, Consolata Baranyizigiye, coordinatrice de la Commission Episcopale Justice et Paix au Burundi, n'osait pas s'avancer sur une évolution prochaine de la situation. Selon elle, "plusieurs scénarios sont possibles". "Ce qui est nouveau", nous a-t-elle confié, "c'est que cette division affecte aussi le parti majoritaire: plusieurs leaders du CNDD-FDD ont dénoncé le troisième mandat, mais ils ont tous été écartés entre-temps. Le conflit n'est, en effet, pas ethnique, mais purement politique." Pas de doute que ce

troisième mandat va à l'encontre de l'accord d'Arusha d'août 2000, qui a mis fin à la guerre civile éclatée après l'assassinat du président élu Melchior Ndadaye en 1993. Cet accord stipule que le Président de la République "est élu pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois. Nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels." Mais la constitution approuvée ensuite par référendum semble moins claire sur ce point et les supporters de Nkurunziza argumentent qu'il a été élu en 2005 par le Parlement et se présentera fin juin... donc pour une seconde fois au suffrage universel des Burundais.

Qu'est-ce qui pousse le CNDD-FDD à s'opposer obstinément à l'accord d'Arusha, à rejeter la constitution et à négliger la pression internationale et populaire? Jadis, Pierre Nkurunziza était un président très présent parmi la population et dès lors fort populaire, mais ses promesses de progrès social et économique n'ont nullement été tenues. Le Burundi demeure parmi les pays les plus pauvres au monde; la vie quotidienne des dix millions de Burundais, dont la moitié a moins de 25 ans, est dure et désespérante.

L'investissement de l'Eglise dans le processus électoral

Entretemps, le pays reste parmi les plus corrompus au monde. Il semblerait qu'une petite élite autour du président entend rester au pouvoir coûte que coûte, sans doute par peur de poursuites judiciaires si une justice indépendante devait voir le jour dans

le pays. Malgré le processus électoral en cours, le CNDD-FDD s'est transformé dans les faits en parti unique. L'opposition au Burundi a, par ailleurs, toujours été faible et divisée.

Le Burundi demeure parmi les pays les plus pauvres au monde

Mais cela semble évoluer. Il n'est pas impossible que certains partenaires – comme les Eglises – quittent la Commission Electorale Nationale Indépendante (Céni) si celle-ci entérine la candidature de Nkurunziza et que cela reporte le calendrier électoral de quelques semaines. Consolata Baranyizigiye ne pense cependant pas que l'opposition se retranchera dans un boycott des élections comme elle l'a fait en 2010. "C'est pourquoi il faut continuer à investir dans des éléments renforçant la confiance de la population dans ce processus électoral", dit-elle. La Commission Diocésaine Justice et Paix de Ruyigi a par exemple encore organisé ce lundi 4 mai, dans les enceintes du diocèse de Ruyigi, un atelier d'échange sur le dialogue et la communication non violente en période électorale. Cet atelier s'adressait aux autorités provinciales, aux leaders des partis politiques, aux représentants de la société civile, des médias et des confessions religieuses. Reste évidemment la crainte que les manifestations en faveur ou contre le troisième mandat brigué par Pierre Nkurunziza ne dégénèrent davantage. "L'Eglise a toujours condamné toute violence, que ce soit de côté de l'opposition ou des forces de l'ordre", poursuit Consolata Baranyizigiye. Jusqu'à présent, l'armée semble se comporter comme une armée républicaine, mais des voix avancent que certains militaires voudraient intervenir en instaurant un gouvernement intérimaire de technocrates. Une intervention pareille pourrait-elle éviter le pire? L'avenir le dira...

✍ Benoît LANNO



LIBÉRIA Ebola, c'est fini

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a déclaré le Libéria officiellement exempt de la transmission du virus Ebola. Cette fin de l'épidémie a été déclarée le 9 mai, soit après 42 jours de surveillance – deux fois la durée maximale d'incubation du virus – sans aucun nouveau cas enregistré. Cette épidémie a été la plus grave depuis l'identification en 1976 du virus. Elle a causé la mort de plus de 4.700 personnes sur plus de 10.500 cas enregistrés dans le pays. L'OMS appelle cependant le pays à rester vigilant en raison de la présence du virus en Guinée et en Sierra Leone.

CENTRAFRIQUE Démobilisation d'enfants-soldats

Le forum de Bangui s'est achevé avec la signature par les groupes armés Seleka et anti-balaka d'un accord de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Une des premières mesures concrètes adoptées par ce forum concernait la libération des enfants-soldats. Les huit principaux groupes armés du pays se sont engagés à libérer les enfants qu'ils détiennent et à s'abstenir d'en mobiliser d'autres dans le futur. Selon l'Unicef, ces enfants-soldats, garçons et filles, sont estimés entre 6.000 et 10.000.

LIBAN Inquiétude du patriarcat maronite

Le patriarche maronite Bechara Boutros Raï a fait part de ses inquiétudes face à l'arrivée massive des réfugiés syriens. Le cardinal Raï pointe leur poids démographique sur la confessionnalisation du pays: "la plupart d'entre eux sont des sunnites. Sur le plan politique et religieux, ils pourraient être exploités par les sunnites libanais", explique-t-il, pointant aussi la dégradation des conditions économiques et sociales au pays du Cèdre.

IRLANDE L'Eglise redoute le mariage gay

Le 22 mai prochain, l'Irlande doit se prononcer par référendum sur la légalisation du mariage entre personnes de même sexe. En cas de victoire du "oui" (annoncé à 70%), Mgr Eamon Martin, primat de l'Eglise d'Irlande, redoute notamment que les prêtres soient poursuivis en cas de refus de célébrer des unions homosexuelles.